

Les Amis du Musée de la Résistance du Département de la Haute-Vienne

Bulletin n° 36 - 4^e trimestre 1996

BUREAU DIRECTEUR

Président fondateur : Colonel Georges Guingouin, Compagnon de la Libération, Libérateur de Limoges.

Présidents d'honneur : Alain Rodet, député-maire de Limoges ; Jean-Claude Peyronnet, sénateur, président du Conseil général de la Haute-Vienne ; Robert Savy, président du Conseil régional.

Président actif : Jacques Valéry, 41, avenue du Roussillon, 87000 Limoges, tél. 05 55 79 34 35.

Vice-présidents : Mme Thérèse Palan ; MM. G. Cuisinier, Alphonse Denis, H. Dutheil, R. Duval, J.-C. Fauvet, L. Gendillou, L. Lebloys, J.-P. Morlon, G. Trayaud, chanoine Varnoux †, J.-M. Villeléger, Jean-Claude Garniche.

Secrétariat : Lucien Sage, Nicole Aymard, Henry Demay, docteur Albert Renaudie, Jeanne-Marie Berdasé.

Documentation historique : Alain Baron, Louis Chadelaud, André Couvidou, Jean Villegoueix.

Commission d'action pour la mémoire : Paulette Duquerroix, Marcelle Pénicaud.

Trésorier : Roland Mériquier, 15, rue des Félines, 87100 Limoges.

Commissaire aux comptes : Richard Bardoulaud.

Ordre : Association des Amis du Musée de la Résistance, CCP 387-22 R Limoges.

ISSN 1141.6408.

Commémoration des combats de juillet et août 1944 pour notre libération

52^e anniversaire de la bataille du Mont Gargan, compte rendu par Alain Baron, de la commission historique

Le premier dimanche suivant le début de la bataille dite du Mont Gargan (17 au 24 juillet), hommage est rendu devant la stèle de la Forêt Haute de Saint-Gilles-les-Forêts. Cette année, la date tombait le 21 juillet 1996. Très tôt le matin, sur les lieux géographiques de la Première Brigade de marche, nos amis fleurissaient, sous la direction de Louis Gendillou, chaque monument, chaque stèle, chaque plaque marquant l'emplacement où tombèrent des Maquisards et des Légaux durant les combats, ainsi que ceux qui ne sont pas revenus de déportation ou morts peu de temps après leur retour.

A 10 heures, Jean-Louis Penicaud, maire de Saint-Gilles, accueillait M. Jean Anciaux, préfet du Limousin. Il faut rappeler que depuis 12 ans nous n'avions pas eu l'honneur de la présence d'un préfet.

Derrière la garde d'honneur du colonel Guingouin, sous la houlette du commandant Rigal et le piquet d'honneur du 15^e régiment du train que faisait manœuvrer le M.D.L. Dubois, se pressait une foule dense et recueillie. Malgré le costume civil, le général de division (e.r.), Jean-Pierre Bouissou, récemment retraité, mêlé aux anciens et aux jeunes, élus et citoyens, n'est pas passé inaperçu. Nombreux sont ceux qui se souviennent du discours prononcé de mémoire le 6 juin 1994 au sommet du Mont Gargan !

Quel réconfort quand l'armée et la nation se rejoignent pour évoquer notre passé tragique mais glorieux et exemplaire.

Parmi les personnalités civiles et militaires présentes ou représentées, citons Alain Rodet, député-maire de Limoges, Jean-Pierre Demerliat, sénateur de la Haute-Vienne, Guy Cuisinier, représentant Jean-Claude Peyronnet, président du Conseil général ; **Georges Constanty**, président honoraire et vice-président actif, vice-président du Conseil économique et social ; le professeur Christidès et madame ; Jérôme Durix, directeur départemental de l'O.N.A.C.V.G. ; les maires du canton ; le général de corps d'armée Maurice Bonte représenté par son adjoint le colonel Léger ; le lieutenant-colonel Delobelle, commandant en second la base aérienne 274, représentant le colonel Catherinot ; le colonel Bedou, commandant la Légion de gendarmerie du Limousin, représenté par le lieutenant-colonel Robardé, commandant la gendarmerie de la Haute-Vienne ; les nombreux présidents d'associations : Thérèse Menot pour la F.N.D.I.R.P. ; le commandant Lavorel pour le Souvenir français ; Henri Dutheil pour l'U.F.A.C. ; Jean Poutou pour les Résistants de l'air ; Robert Lecomte pour les C.V.R. de moins de 20 ans ; Maurice Lagarde pour les C.V.R. ; Pascal Revelon, représentant le P.C.F. Les gendarmes de la brigade de Châteauneuf-la-Forêt auxquels s'étaient joints les sapeurs-pompiers assuraient le service d'ordre.

La "Marche de la 1^{re} Brigade" ouvre la cérémonie, puis le maire de Saint-Gilles fait l'appel des morts, les 26 drapeaux et le fanion de la Brigade s'inclinent. Les gerbes sont déposées. La "Mar-

(Suite page 2)

Une fois de plus, le souvenir du martyr d'Oradour-sur-Glane outragé en Allemagne

Le grand guide touristique allemand Dumont, analogue de notre guide Michelin, évoquant ce lieu de mémoire conservé affirme-t-il : « Dans un but touristique bien organisé... », ne craint pas de réécrire l'histoire. Selon lui, l'armée allemande avait « trouvé aux abords immédiats d'Oradour, les cadavres d'un transport de blessés que les maquisards avaient attaqué la veille, ainsi que des armes, des munitions cachées dans les maisons du village... ».

Ces propos susciteront un tel scandale que la responsable de l'édition, Maria Anna Hälker, dût déclarer « qu'une correction appropriée serait effectuée dans les prochaines éditions ».

Il fut un temps où le gouvernement français avait interdit la parution sur notre sol de la brochure d'Otto Weindinger ayant pour titre : "Tulle et Oradour, deux drames franco-allemands", dans laquelle l'auteur affirmait impudemment : « L'église n'a jamais été mise à feu par les Allemands, au contraire, les Allemands, des Waffen SS ont, certains au péril de leur vie, sauvé plusieurs femmes et enfants de la fournaise... » Cette fois, aucune réaction du gouvernement français !

seillaise" retentit. La foule colorée, silencieuse, sous un ciel azuréen dans un paysage inoubliable, perpétue, ici, l'esprit et la grande histoire de France.

Louis Gendillou, président cantonal de l'A.N.A.C.R., membre du bureau national, prononce son allocution bien construite dont voici quelques extraits : « En évoquant le souvenir de nos martyrs, nous ne pouvons pas oublier la responsabilité de ceux qui ont collaboré à la tentative d'asservissement du monde par les nazis. Il est de notoriété publique que les premiers responsables de cette collaboration, présentée au départ comme une intelligente cohabitation, sont les ministres du gouvernement que présidait le maréchal Pétain, animés par un antisémitisme et un anticomunisme viscéraux. » Lors de son procès en septembre 1954, Helmut Knochen, un des chefs de la Gestapo en France, déclarait : « Ce n'est pas avec 2 000 agents, seules forces dont je disposais, que j'aurais pu tenir la France entière ! C'est parce qu'une partie de toutes les polices, de la justice française m'ont aidé, que j'ai accompli la tâche qui m'avait été fixée. »

Louis Gendillou s'est adressé ensuite aux professeurs qui ont fait participer leurs élèves au concours de la Résistance et de la Déportation ; « C'est pour nous un grand réconfort de voir que l'esprit de notre combat pour la liberté n'a pas été vain... Quant à la place de la France dans le monde, le général de Gaulle la définissait ainsi : « Un tel régime politique, social, économique devra être conjugué avec une organisation internationale des rapports de toutes natures, entre toutes les nations, telles que dans un monde dont l'interdépendance est désormais la loi, chaque peuple puisse se développer suivant son génie propre, sans subir aucune oppression politique ni économique. »

Dans ce monde cruel en effervescence, à nous de faire en sorte que l'idéal de la Résistance qui nous animait soit toujours vivant, c'est en le transmettant aux nouvelles générations que le sacrifice de nos compagnons honorés aujourd'hui ne tombera pas dans l'oubli.

La parole est ensuite donnée à Jacques Valéry, président des "Amis du Musée de la Résistance de Limoges" :

... « J'ai, comme Louis Gendillou, reçu une quantité importante d'excuses de personnalités et de membres de nos associations ne pouvant pas être présents à nos côtés. Impossible de tous les citer. Je fais toutefois une exception pour trois d'entre eux : — Depuis des années nous avions l'habitude de voir, dans sa tenue rayée de déporté, notre ami François Goumillout accompagné d'Odette, son épouse. Aujourd'hui, il est absent car absent cérébralement. Il est émouvant d'entendre Odette vous dire : « Il me fait bêtises sur bêtises, mais il faut lui pardonner, il a tellement souffert ! », François a 87 ans. Il a été déporté à l'âge de 34 ans, le 16 septembre 1943, au camp d'Oranienburg (secteur de Berlin).

— Je vous fais part également du profond regret d'Alphonse Denis de ne pas être parmi nous. Ancien responsable clandestin de haut niveau, d'abord en Limousin puis en Languedoc-Roussillon, il créa le journal "Valmy". Je vous rappelle qu'une plaque de mémoire scellée à l'emplacement de l'imprimerie clandestine Etienne Rivet et ses collaborateurs avait été dévoilée par Alphonse et le député-maire de Limoges, Alain Rodet, devant les plus hautes autorités régionales, civiles et militaires, à l'issue des cérémonies du 8 mai 1996, marquant le 51^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe.

— Enfin, le troisième courrier émane du général de corps d'armée (c.r.), Gustave Lhermite, grand officier dans l'ordre de la Légion d'honneur. En voici les termes : « Je vous suis particulièrement reconnaissant d'avoir pensé à m'inviter à la cérémonie du Mont Gargan, mais je ne peux m'y rendre : je viens de sortir de clinique après une opération de la cataracte et je subis un traitement de gouttes dans les yeux très astreignant. Je vous prie d'être mon interprète auprès de notre patron, le colonel Guingouin pour lui présenter tous mes souhaits de bonne santé et mon respectueux souvenir. Merci et bien à vous tous. »

Jacques Valéry poursuit en développant les risques pris par les "illégaux", interrégions et interzones, qu'il a connus. La plupart sont morts soit fusillés, soit en déportation, soit enfin dans l'anonymat, enterrés comme des bêtes. Puis il termine son allocution par une pensée de R. Escarpit* qu'il destine au lieutenant-colonel Guingouin et à ses combattants :

... « La liberté que l'on doit conquérir est autant un symbole qu'une réalité ; surtout quand cette conquête est menée par une poignée de gens qui n'ont pas fait de la guerre leur métier, et dont la lutte est une affirmation d'eux-mêmes, autant par rapport à ceux qu'ils combattent que par rapport à ceux qui sont les compagnons de leur combat. Résistants passés à l'action, va-nu-pieds de leur liberté, ils sont les occupants sans titre de tout un pan de notre histoire, continuateurs d'un combat ancestral, et annonceurs déjà meurtris de deux qui restent à mener... »

Se sont exprimés ensuite, le colonel Guingouin et M. le Préfet du Limousin, Jean Anciaux, dont vous lirez les discours ci-après.

Le merveilleux hymne de la Résistance qu'est le "Chant des partisans" clôt cette cérémonie de haute tenue.

Alain BARON.

** Robert Escarpit, professeur des Universités, journaliste et auteur de très nombreux ouvrages (romans, essais, études), fondateur du dictionnaire international de terminologie littéraire, repris depuis par le professeur Jean-Marie Grassin de l'Université de Limoges.*

Allocution du lieutenant-colonel Guingouin

de l'Ordre national de la Libération

Familles de nos camarades tombés au champ d'honneur,

Vous toutes et tous qui avez tenu à être présents,

Il y a plus d'un demi-siècle, 52 ans exactement, ici même, la bataille faisait rage. Au cours de la série de combats commencés le 17 juillet 1944 et terminée le 24 de ce même mois, les soldats de la 1^{re} brigade de marche limousine surent infliger aux unités allemandes plus du triple de leurs propres pertes.

Quel chemin parcouru depuis le 18 juin 1940 où, blessé, je quittais l'hôpital de Moulins, refusant d'être fait prisonnier, et risquais ma vie en pleine bataille pour rejoindre le poste de secours du régiment qui défendait la ville ! Il me fallait franchir une avenue balayée par les mitrailleuses allemandes. Heureusement, quand je tentai le passage, le tir étant un peu trop haut, au lieu des balles, c'est une pluie de feuilles de platanes qui me salua !

J'échappai ainsi de justesse à la mort et combien de fois, depuis cette date !

Ici, c'était la terre de la Résistance et du préfet du Maquis, soucieux de rendre la vie meilleure à ceux qui peinaient et souffraient.

Le sinistre régime d'oppression qui avait remplacé la République ne s'y trompait pas.

Dans un rapport officiel au gouvernement de Vichy, le préfet de la Haute-Vienne, en septembre 1943, écrivait :

« La sympathie d'un grand nombre va au maquis, réputé défenseur des petites gens. Notre honneur à nous est là, dans cette action, comme c'est notre honneur d'avoir été la seule unité du front intérieur à peser directement sur le déroulement de la Seconde Guerre mondiale, en permettant que commence victo-

rieusement la campagne de libération de la France. Le retard de 48 heures infligé à la division blindée Waffen SS "Das Reich" dans sa marche vers le front de Normandie, aux dires même du généralissime Eisenhower, a sauvé "la tête de pont alliée". »

Cependant, ce haut fait de guerre, gloire des armes limousines, est souvent oublié. Comme si l'importance capitale de l'arrivée des renforts sur le champ de bataille échappait aux écrivains.

A Marengo, Bonaparte, à midi, était battu par les Autrichiens. Mais grâce à l'arrivée de la brigade Desaix qui, contrairement aux instructions reçues, au son de la canonnade, avait modifié sa marche, ce fut une victoire.

Crétinisme ou volonté de nuire aux résistants ? On ne sait. Mais que penser quand, dans un périodique de la Résistance paru récemment, on peut lire :

« On doit savoir que pour traverser le seul département de la Haute-Vienne, il a fallu à la "Das Reich" quatre longues semaines éprouvantes. »

Contrevérité évidente : les documents allemands existent et font foi. Ils ont été publiés en France sous la responsabilité du service historique de l'Armée française.

La "Das Reich" est partie le 8 juin à 8 heures du matin de la région de Montauban. Le détachement précurseur est arrivé le 9 juin à 2 heures du matin à Limoges. Le même jour, à 18 heures, l'ordre de l'O.K.W. de partir pour le front de Normandie parvenait à la division.

Mais le commandant Kämpfe ayant été capturé par un de nos groupes, le général Lammerding voulut le récupérer grâce à un échange de prisonniers et la "Das Reich" n'a quitté Limoges que le 12 juin à 5 h 30 du matin, soit plus de 48 heures après en avoir reçu l'ordre.

Pourquoi avoir parlé de "quatre longues semaines" ?

Je ne vois là, hélas ! que la contagion du délabrement général de la société dans laquelle nous vivons, où les vertus anciennes sont foulées aux pieds. C'est même devenu une question de civilisation.

N'a-t-on pas appris récemment que, pendant des années, le gouvernement britannique ne s'était pas opposé à ce que, assoiffés de superprofits, ses fabricants de farines destinées à la nourriture des bovins utilisent des carcasses de bêtes crevées ?

Pire, alors que par la suite, il interdisait la vente de ces produits

dans son propre pays, il en exportait de grandes quantités chez nous.

Action criminelle qui, entraînant la chute des cours, a amené une situation catastrophique pour nos propres éleveurs.

Et cela, bien que, il y a six ans, le comité vétérinaire de la Commission de Bruxelles réuni les 9 et 10 octobre 1990, alors que l'épidémie dite "des vaches folles" était en pleine progression en Angleterre, ait sonné l'alerte. Mais ladite Commission avait volontairement choisi la "désinformation" et déclaré : « Il vaut mieux dire que la presse a tendance à exagérer. » Jacques Delors, quant à lui, prétend n'avoir jamais eu connaissance lui-même de ce texte...

On parle beaucoup actuellement de crimes de guerre à propos de la Bosnie. Cette conduite amoralisée n'est-elle pas un crime contre la santé des hommes ?

J'ai écrit en mars dernier que, par la suite du désastre économique que nous vivons, la France est en péril de mort, comme en 1940, à la suite du désastre militaire. Je persiste et je signe.

Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, reconnaît dans son livre « En attendant l'emploi, la puissance des marchés est devenue une dictature, faute de contrepoids politique. » Il dénonce la « sphère financière spéculative » et déclare que « le discours sur le "Munich social" se contente de relever l'évidence. »

Les spéculateurs internationaux, véritables maîtres du monde, sont sans cesse à la recherche de superprofits, indifférents aux drames humains qu'ils provoquent.

Nous qui, aux pires heures noires, quand la République avait dû laisser la place à l'Etat français, avions offert nos vies pour qu'elle soit restaurée, nous nous devons d'indiquer la voie du salut.

Elle ne sera pas faite de vaines paroles, mais du courage et du civisme dont feront preuve personnellement les hommes et les femmes de ce pays.

« Dans les grands périls, écrivait le général de Gaulle, c'est du peuple laborieux que se lèvent les grandes vagues dont la patrie sort sauvée, renouvelée. »

La République vous appelle. Soyez des citoyennes et des citoyens lucides.

**Lieutenant-colonel Georges Guingouin,
de l'Ordre national de la Libération.
Saint-Gilles-les-Forêts, le 21 juillet 1996.**

Hommage à nos camarades décédés depuis la dernière cérémonie

Lecture par René Duval (lieutenant Albert).

1 - Dumont Pierre, décédé le 12 juillet 1995, né le 10 juin 1915. Entré dans le groupe des "Légaux" de François Combastel, participa aux combats contre les Allemands en juillet 1944.

2 - Laurière Antoine, décédé le 13 juillet 1995, né le 5 janvier 1924. Entré dans la Résistance en mars 1944. A participé aux missions de surveillance, de liaisons et renseignements du secteur.

3 - Castelvi Jaime, décédé le 25 juillet 1995, né à Barcelone le 25 octobre 1914. Début 1944 en tant que "légal" sous les ordres du chef de groupe René Romanet, a participé à la réception de parachutages sur les terrains de Nedde et aux combats de juillet.

4 - Laucournet Lucien, décédé le 3 août 1995, né le 17 janvier 1922. Est entré le 1^{er} mars 1944 dans le groupe de Magnac-Bourg sous les ordres du capitaine Albert Faye. A été affecté à l'école d'instruction de Montintin, a participé aux combats du Mont-Gargan.

5 - Faure Jean-Louis, décédé le 25 août 1995, faisait par-

tie du bataillon d'Aigueperse sous les ordres du commandant André Bourdarias.

6 - Ribieras Anna, décédée le 13 novembre 1995. Epicière à Sussac, elle ravitaillait les maquisards. En septembre 1943, quand ceux des "Trois Hêtres" se lançaient à bord de leur traction dans des opérations nocturnes, ils se signalaient au passage et au retour elle les attendait avec Marie Géry, sa fidèle employée pour leur servir des boissons réconfortantes. Hébergea la mission britannique du commandant Staunton.

7 - Cluzeau Raymond, décédé le 12 décembre 1995, était au bataillon d'Aigueperse.

8 - Bournel Lucien, décédé le 29 décembre 1995, né le 31 août 1924. Entré dans la Résistance sous les ordres de René Romanet, a participé à la réception des parachutages de la Borderie et du Clos et aux combats du Mont-Gargan.

9 - Lafont Jean, décédé le 19 janvier 1996, né le 29 mars 1914. A participé aux parachutages de la Borderie et du Clos et à l'évacuation des armes comme camionneur, aux combats du Mont-Gargan.